

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 6 JUILLET 1977

N° 491 1,70 F

Commission paritaire : 56 942
Tél : 636 - 73 - 76

Demain, la suite
de notre dossier
sur le mouvement
des femmes

«LES FEMMES ET
LE PROGRAMME
COMMUN»

Coup d'État
militaire
au Pakistan

Chute du
premier
ministre
Ali
Bhutto

Un coup d'Etat militaire a eu lieu au Pakistan, renversant le premier ministre Bhutto au pouvoir depuis 1971. L'armée est intervenue pour mettre fin à trois mois de troubles organisés par l'opposition qui refusait les élections de mars, accusant Bhutto de les avoir truquées. L'accord conclu à la fin de la semaine dernière pour organiser de nouvelles élections avait été remis en question.

(LIRE NOTRE ARTICLE
EN PAGE 5)

ITALIE

L'accord
PCI - DC
signé

(LIRE NOTRE ARTICLE
EN P. 5)

● PTT : la loi sur
ploi des jeunes
en application ;
10 000 auxiliaires
embauchés temporairement
pour des salaires de 1 300 F

p. 3

BATAILLE AUTOUR DES DROITS
DE L'HOMME A LA CONFÉRENCE
DE BELGRADE

GUINZBOURG 5 ANS DANS LES CAMPS INCUPE A MOSCOU

Alexandre Guinzbourg, qui a déjà fait cinq ans de camp pour son soutien à Siniavski et Daniel en 1968 est aujourd'hui inculpé par le régime de Brejnev après cinq mois d'emprisonnement. Alors que le KGB avait tenté de monter une provocation pour accuser Guinzbourg de «trafic de devises», aujourd'hui, il ne cherche pas à masquer le caractère politique de la répression, puisqu'il l'accuse de «propagande anti-soviétique».

Alors que les Etats-Unis continuent leur offensive sur la question des droits de l'homme et que l'URSS bloque la conférence de Belgrade pour empêcher qu'on en parle, Brejnev accélère avec ostentation la répression : il s'agit de prendre de vitesse le mouvement des opposants encouragé par la campagne de Carter et surtout par le développement de la solidarité des peuples. Cette solidarité aujourd'hui ne doit pas se démentir : plus que jamais il est urgent de la développer en France.

(LIRE NOTRE ARTICLE
EN PAGE 5)



APPEL DES LIP

«Notre lutte
dépend de
votre solidarité.
Vous pouvez
nous aider ...»

(LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 3)

RENÉGOCIATION DU
PROGRAMME COMMUN

La commission
renvoie
les divergences
au sommet
de la gauche

La commission de «réactualisation» du programme commun a continué hier matin ses travaux. A l'ordre du jour : la question des nationalisations. Sur le point essentiel : celui de leur étendue (le PCF en demande 3 supplémentaires), rien n'a été réglé. Les délégations ont renvoyé la discussion au «sommet» de la gauche qui clôturera la négociation. D'une manière générale, c'est d'ailleurs ce qui se produit actuellement sur tous les points délicats. A la sortie, il était cependant question d'un compromis possible.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 2)

LES VACANCES EN QUESTION

Les plages poubelles ouvertes à tous

Aller au bord de la mer, se baigner dans la Méditerranée... Cette mer a constitué et constitue encore un attrait important dans cette période de chaleur.

Si aujourd'hui la plupart des plages sont en principe ouvertes à tous encore faut-il savoir dans quel mer on met les pieds. Le gouvernement a fait son enquête sur la salubrité des plages françaises. Les Amis de la Terre de Marseille ont fait la leur. La brochure qu'ils ont éditée *Les plages interdites* met en pièces les mensonges du gouvernement et de la municipalité de Defferre sur cette soi-disante salubrité. *Le Quotidien* s'est entretenu avec des membres des Amis de la Terre de Marseille : l'enquête qu'ils ont menée est un acte d'accusation.



(LIRE NOTRE ENQUÊTE EN PAGE 8)

POLITIQUE

Les gros bras du RPR

A Toulon, le candidat du RPR aux élections cantonales partielles, Lapras, avait refusé de se désister pour le candidat de la «majorité» arrivé devant lui. Suspendu par le secrétaire général, il a tenté d'intervenir à la tribune d'une assemblée départementale de son mouvement : c'est à coups de poings qu'il en a été dissuadé.

Vérité en deça du Rhin, erreur au-delà

Gaston Defferre séjourne actuellement à Berlin Est, où il a été reçu par le bourgmestre. Gaston Defferre a pu avoir cette invitation, parce qu'il a été élu maire, il l'a fait en éliminant pratiquement les membres du PCF de sa municipalité, ce qui avait provoqué la fureur de ce parti. Aujourd'hui, c'est le «parti-frère» de Marchais, celui de l'Allemagne de l'Est, qui lui prodigue ses amabilités.

Remous dans la police

Les suites du congrès de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.) ne se seront pas fait attendre ! Lors de ce congrès, qui a eu lieu à Montpellier le 23 juin dernier, un affrontement a opposé le secrétaire général sortant J. Chaunac, du S.G.P. (Syndicat général de la police) au secrétaire actuel, H. Buch, du S.N.P.T. (Syndicat national des policiers en tenue). Chaunac, dont les liens étroits avec le PCF ne sont un secret pour personne, devait être le seul candidat ; mais Buch (lié au PS ?) s'est présenté et il a gagné. Dans la polémique actuelle, le S.G.P. s'interroge sur les motivations qui ont amené Buch «à déposer sa candidature... à la dernière minute, c'est-à-dire à la veille même du congrès». Il accuse, en outre, l'actuel secrétaire général d'avoir «porté un coup d'arrêt sérieux au mouvement syndical unitaire dans la police». De son côté, Buch répond : «Je m'étais effacé en 1975 au profit de M. Chaunac afin de préserver l'unité. Cette fois-ci, nous avons cru que l'alternance était possible entre les deux secrétaires (...). Il n'y a pas eu d'accords. Nous nous sommes affrontés démocratiquement. J'ai, certes, gagné, mais les objectifs de la Fédération sont les mêmes. D'ailleurs, il n'y a aucune querelle de personne ou de doctrine».

Cadres : vers la fusion syndicale

C'est en 1969 que la CGC avait connu une scission, avec le départ d'une minorité qui s'en allait fonder l'Union des Cadres et Techniciens. Implantée dans le livre, le pétrole et l'EDF, cette organisation n'a cependant pas réussi une véritable percée nationale : elle ne compte que 20 000 adhérents, contre 300 000 revendiqués par la CGC. Aujourd'hui, l'UCT demande sa réintégration au sein de la centrale de Charpentier. Nuance cependant : la fusion se fera branche par branche, ce qui devrait permettre à l'UCT de maintenir sa suprématie dans les secteurs où elle est implantée. Ces derniers temps, l'organisation minoritaire s'était particulièrement distinguée en envisageant une possible collaboration avec un gouvernement de gauche. Ses dirigeants jugeraient-ils qu'après les contradictions surgies au dernier congrès de la CGC, cette thèse a aujourd'hui quelque chance d'y être entendue ?

Mauroy se laisse aller...

Au cours de la fête de la rose de la fédération du Nord du PS, son premier secrétaire s'est laissé emporter par le feu de son discours ; ainsi, il en est venu à affirmer : «En tous cas, dans le Nord, 80% des adhérents du Parti Socialiste sont des ouvriers». Lors d'une récente enquête dans le Nord, différents responsables fédéraux avaient donné des estimations sensiblement différentes ; de 50% au moins inférieures. Ces chiffres d'ailleurs, paraissent largement surestimés puisque la fédération du Nord compte une seule section d'entreprise, animée par un contremaître...

Il est vrai que Mauroy a une conception assez lâche de ce qu'est un ouvrier, puisqu'il revendique encore ses très lointaines origines...

Enfin, il n'est pas indifférent pour le numéro deux du PS d'entretenir ce mythe du PS, parti populaire, au moment où un sondage effectué lors du congrès, révèle que seulement 5% des délégués étaient des ouvriers. L'Humanité d'ailleurs, n'a pas manqué de le relever avec une certaine satisfaction.

Renégociation du programme commun

LA COMMISSION RENVOIE LES DIVERGENCES AU SOMMET DE LA GAUCHE

Atmosphère de vacances, hier, au siège du parti socialiste, où se tenait la réunion de la commission qui «réactualise» le programme commun : en dehors des membres des 3 délégations, et de quelques secrétaires de service, qui évoquaient leurs futurs congés, ce n'était certainement pas la foule des grands jours. Les journalistes eux-mêmes, apparemment blasés, ne s'étaient déplacés qu'à une dizaine.

C'est que, tout le monde en est maintenant convaincu, l'essentiel se discutera plus tard : au moment où le «sommet» des 3 partis reprendra les

divergences, simplement enregistrées par la commission. C'est d'ailleurs ce que devait confirmer Beregovoy, du PS, chargé de faire le compte-rendu à la presse : le nombre des nationalisations a été rejeté comme point de discussion ne pouvant être tranché que par les dirigeants. Pour le reste, les délégués sont restés très évasifs sur la «petite phrase» prévoyant la possibilité de nationalisation d'une entreprise sur la demande des ouvriers, et par décision du parlement, dont les radicaux de gauche avaient demandé la suppression.

Depuis plusieurs semaines maintenant, le PCF insiste fortement pour que la «réactualisation» du programme commun se fasse «sérieusement», ce qui demande selon lui du temps. Mitterrand de son côté, s'était montré très pressé d'en finir, notamment lors de son discours au congrès du PS. Hier, on en est finalement venu à la question qui divise le plus les deux partenaires : celles des nationalisations. Le PCF demande en effet leur extension à trois nouveaux groupes et exige que l'étatisation touche à toutes les filiales ; il s'oppose de même au projet d'indemnisation du

PS, qui permettrait un retour au privé trop facile à ses yeux.

La campagne menée par L'Humanité depuis quelques temps montrait nettement à quoi Marchais voulait en venir en prenant son temps : il s'agissait, en attaquant le PS, de se présenter comme le meilleur défenseur de la classe ouvrière. Opération doublement rentable : d'une part, vis-à-vis d'un électoralat qui commence à trouver très suspectes toutes les amabilités prodiguées au patronat par la direction socialiste. D'autre part, vis-à-vis des militants du PCF eux-mêmes qui ne se montrent guère

satisfaits de la manière dont ont été prises les décisions politiques concernant la force de frappe ou l'Europe, et qui sont nombreux à entretenir une vieille méfiance pour la social-démocratie.

Cependant, depuis le début de la semaine, L'Humanité a abandonné la polémique qu'elle menait sur ce terrain : les contradictions se portent maintenant sur la question des dernières élections partielles, où les reports de voix se sont mal effectués, dans les deux sens entre les candidats des deux partis. En particulier, il semble bien que le PCF ait décidé de se venger du soutien très mitigé que le

PS avait apporté à ses deux candidats aux élections cantonales de Chatelleraut et Noisy-le-Grand, en rendant à Édith Cresson la monnaie de sa pièce lors de l'élection municipale de Chatelleraut.

Cependant, le groupe chargé de la «réactualisation» du programme continue son chemin cahin-caha, sans que grand-chose filtre de ses travaux : vraisemblablement, les questions réellement importantes sont laissées à une réunion «au sommet», qui interviendra à la fin de ces travaux. En somme, les réunions actuelles se passent d'autant mieux qu'elles ne sont guère que pour la forme.

Ces messieurs sont servis



Hier à midi, Giscard avait à sa table une centaine de sous-officiers : manière, peut-être, de trancher avec le repas de la veille où les invités étaient des écrivains. En tout cas, les militaires de carrière n'ont pas à se plaindre de la manière dont ils ont été traités ces dernières années : les augmentations ont plu dans les casernes, prime de 5% par ici, prime de 10% par là pour les sous-officiers, accélération de l'avancement, amélioration des indices. Finalement, au grade le plus bas, un sergent, célibataire, touche en début de carrière 2 600 francs ; pas précisément le SMIC !

De plus, toutes les suggestions d'interdire aux anciens militaires une deuxième carrière après la retraite ont été systématiquement écartées : on n'a pas fini d'en voir jouer les contremaîtres dans les entreprises. Naturellement, dans ces cadeaux divers, les officiers supérieurs, comme ceux qui parodent sur notre photo, n'ont pas été les derniers servis !

Ceyrac chez Giscard

LE PATRONAT SE PRÉPARE A UNE RENTRÉE DIFFICILE

Au moment où Barre s'apprête à jouer avec Bergeron le duo de la politique contractuelle retrouvée, les déclarations de Ceyrac, à la suite de son entretien trimestriel avec Giscard, donnent toute la portée de cette politique : désamorcer le mécontentement des travailleurs sans lâcher rien d'essentiel.

Ceyrac a exposé à Giscard les «préoccupations» du patronat devant «l'affaiblissement de la conjoncture» économique depuis le mois d'avril. Il a souligné la nécessité de préparer une bonne rentrée économique et de maintenir le patronat vigilant et mobilisé pendant la période des vacances.

Ce que réclame le CNPF ce sont des mesures contre les «importations sauvages», des crédits à meilleur compte pour les entreprises méritantes, la poursuite de l'assainissement sectoriel, une politique budgétaire plus souple (c'est-à-dire le soutien financier de l'Etat à l'activité économique). En somme un certain nombre de coups de pouce, dans le

cadre de la politique générale du plan Barre.

Tout cela devrait éviter que la stagnation actuelle se transforme en récession à la rentrée. Car la préoccupation — plus politique qu'économique — du CNPF c'est la rentrée sociale avec 300 000 chômeurs de plus.

Mais, pour le CNPF — pas plus que pour Barre — il n'est pas question de soutenir l'activité économique par un plan de soutien de la consommation impraticable dans la situation de crise actuelle, ce qui risquerait de nuire à la restauration des profits. Des hausses de salaires ? «Nous verrons en fin d'année», dit Ceyrac. Ce n'est pas là-dessus que le patronat compte pour soutenir l'activité, mais sur une aide accrue de l'Etat.

Grâce à la collaboration de FO, Barre comme Ceyrac espèrent simplement créer l'illusion, en lâchant quelques miettes un peu avant les élections, que le plan Barre a pleinement réussi, alors que sa véritable «réussite» c'est le blocage des salaires...

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE A BESOIN DE 10 MILLIONS AVANT LE 14 JUILLET

LUTTES OUVRIÈRES

PTT : la loi sur l'emploi des jeunes en application

10 000 AUXILIAIRES EMBAUCHÉS TEMPORAIREMENT POUR DES SALAIRES DE 1 300 F

Le 27 juin, les modalités d'application de la «loi portant sur les diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes», était rendues publiques par Beullac. Avant même son application, il était clair que cette mesure, partie du plan Barre-bis, n'était que démagogie et que la décision de sa mise en application rapide n'était pas sans rapport avec la proximité des échéances électorales de 78. Loin

d'assurer un emploi pour les jeunes, son seul avantage revient au patronat, pouvant disposer de la sorte d'une main-d'œuvre temporaire corvéable à merci (embauche avec contrat à durée limitée) se voyant également pendant ce temps exempté de payer les cotisations de sécurité sociale.

La mise en application dans les PTT depuis 48 heures, vient le confirmer magistralement.



Une charge de travail toujours plus importante pour les uns, le chômage pour les autres



50 000 embauches effectives et durables, exigent les postiers !

Dans le cadre de cette loi, la direction des PTT vient en effet de décider de recruter environ 10 000 vacataires : 4 000 dans les services téléphoniques, 1 700 dans les services de distributions, 1 500 dans les services de tris et 2 800 dans les bureaux de poste. Outre évidemment qu'on est loin du nombre d'embauches qui seraient nécessaires pour arriver à des conditions de travail décentes (50 000 au maximum), l'essentiel est dans ce qui suit : les vacataires sont embauchés à compter du 1^{er} juillet avec des contrats à durée limitée de 3 mois et éventuellement reconduits de trois mois en trois mois... jusqu'en 78. Les travailleurs embauchés seront payés de plus avec des salaires de misère puisqu'ils toucheront au maximum (I) pour 120 heures de travail mensuel, 1 356 F !

Ils seront d'autant plus corvéables à merci que la direction des PTT pourra les licencier du jour au lendemain bien sûr sans préavis ni indemnités. Elle ne manquera pas de jouer pour cela sur le fort taux de chômage existant d'autant plus qu'elle pourra arguer du fait qu'ils sont des «privilegiés» puisque choisis direc-

tement par les chefs de service départementaux des PTT sur les listes d'attente des ANPE (qui sont déjà un tri préalable).

Pour couronner le tout, les vacataires ne bénéficieront d'aucun des droits sociaux acquis par les postiers. Voilà qui ressemble fort à du travail temporaire, en pire !

Le choix de la date «d'embauche» des PTT, à la veille des vacances ne doit lui non plus rien au hasard. Les vacances comme chaque année, sont la période où des modifications importantes surviennent (changement d'adresse des journaux, changement d'adresse tout court, volume du courrier qui va en augmentant). Il y a donc plus de travail. On pourrait croire que l'embauche de personnel supplémentaire aurait au moins l'avantage pendant cette période de diminuer la charge de travail individuelle des postiers. Il n'en est rien puisque cette «embauche» vise pour une bonne part à remplacer ceux qui prennent leur congé. Les vacataires seront envoyés en priorité dans les villes ou les villages qui voient pour les vacances affluer un nombre particulièrement important de touristes : Juan les Pins ou Le Touquet, ou encore Le Lavandou (dont la population passera de 4 000 à 80 000 pendant l'été) ou Argelès sur Mer (de 5 000 à 150 000 !). La faible augmentation du personnel est très loin d'être proportionnelle à celle de la population ! On peut faire confiance à Ségard, ministre des PTT pour faire appliquer dans des délais très rapides cette décision. Nul doute non plus que le gouvernement ne va pas manquer de faire une publicité importante pour cette initiative.

Mais cela ne saurait faire illusion : dans trois mois pour des milliers de vacataires, dans douze tout au plus pour quelques milliers d'autres, ce sera à nouveau l'obligation d'aller rejoindre les 1 500 000 chômeurs. Si ce n'est pas plus car en septembre, ces derniers seront rejoints, et cela est par contre une réalité bien concrète, par des milliers d'autres venant des CET.

R. F.

Appel des travailleurs de Lip

Chers amis, chers camarades, Comme vous le savez, nous menons depuis un an, un combat collectif pour la réouverture de Lip permettant le réemploi de tous dans l'entreprise.

A partir du 13 juillet intervient la fin des indemnités à 90%. Nous sommes ainsi amenés à produire nos salaires afin de pouvoir vivre et lutter pour l'aboutissement de nos justes revendications.

C'est le 23 mai, en assemblée générale que les travailleurs de Lip décident la relance de la fabrication de montres et de vendre celles-ci pour la première fois : le 18 juin 1977.

Notre lutte dépend de la solidarité, vous pouvez nous aider : vous disposez de moyens d'information importants, nous sollicitons votre aide en rappelant plusieurs fois dans votre journal que :

— les ventes continuent à l'usine Lip, que tous ceux qui passent à Besançon peuvent venir témoigner de leur solidarité en achetant une montre (argent liquide seulement).

— Qu'il est possible de faire des commandes groupées par Comité d'entreprise, par Unions Syndicale, par organisations politiques, associations, en écrivant à l'adresse suivante : Commission vente - Bernard Billot - 11 boulevard Blum - Besançon 25000.

D'avance nous vous remercions, recevez, chers amis, chers camarades, nos meilleures salutations syndicales.

les travailleurs de Lip

Forgeval (Valenciennes) : reprise victorieuse

Les travailleurs de l'entreprise Forgeval (fabrication de pièces mécaniques forgées) à Valenciennes, étaient en lutte depuis le 24 juin. Ils viennent de reprendre le travail sur une victoire : ils obtiennent une augmentation de salaire de 2,5% à compter du 1^{er} juillet ainsi qu'une majoration de leur prime de vacances qui est donc portée à 510 F.

Olibet (Bordeaux) : 15 jours d'occupation contre la fermeture

Les 260 ouvrières de l'entreprise de biscuiterie Olibet dans la région Bordelaise, continuent leur grève avec occupation engagée maintenant depuis une quinzaine de jours. Les raisons de ce mouvement : l'annonce par le PDG de l'entreprise du dépôt de bilan. Les travailleuses mènent une grève très active : après une rencontre avec des ouvrières d'une autre usine de la région, Souillac (fabrique de chaussures) récemment, il a été décidé l'organisation de collectes et de distributions massives de tracts expliquant la grève. Pas question bien sûr de prendre des vacances normales : à tour de rôle, pendant les congés, les ouvrières tiendront des piquets de grève, tout en continuant la popularisation. Elles savent bien que les vacances sont la période préférée de ce pouvoir courageux pour mettre en branle ses mauvais coups.

Chaussures «Patric» (Clérieux Drôme) usine occupée

Les ouvriers et ouvrières de l'usine «Patric» (fabrique de chaussures) à Clérieux dans la Drôme, occupent leurs ateliers de travail depuis jeudi dernier. Au nombre de 196, ils entendent ainsi s'opposer à la fermeture de l'usine.

Blanchisserie industrielle Tissot (Paris 11^e) : le directeur retenu dans les locaux durant 5 jours

Les ouvriers et ouvrières de la Blanchisserie Industrielle Tissot, 4 rue Folie Méricourt, dans le 11^e arrondissement de Paris, sont actuellement en grève totale pour exiger une augmentation substantielle de leurs salaires, particulièrement bas. Ils occupent leurs locaux de travail depuis vendredi dernier, date où tout travail a été arrêté. C'est depuis ce jour aussi, afin d'aboutir à des résultats plus rapides, qu'ils ont retenu dans leurs bureaux, le directeur technique de l'usine ainsi que le directeur.

Crédit Lyonnais

● LYON : UNE PREMIÈRE VICTOIRE

● PARIS (RUE DE GRETRY) : UN PREMIER BILAN A FAIRE

Au centre de Rillieux dans le Rhône, les employés du centre informatique du Crédit Lyonnais, après quinze jours de grève, viennent de remporter un succès important : ils obtiennent les revendications suivantes : deux personnes supplémentaires par équipe de travail, cinq jours de congés supplémentaires hors période, une prime de 2 400 F (dont une partie correspond à des jours non travaillés). Les jours de grève quand à eux, sont payés pour l'instant à 35 % sans en cours de discussion.

Loin de se contenter de leur victoire, les employés de Rillieux continuent des débrayages de soutien en faveur de leurs camarades des parisiens.

A Paris, les employés de la rue de Grétry (centre principal) en lutte, décidaient avant-hier de durcir

quelque peu leur mouvement en décidant une grève de 48 heures jusqu'à hier soir alors que depuis le 16 juin, c'étaient plus généralement des débrayages de durées diverses qui se succédaient (tantôt l'après-midi, tantôt le matin, parfois toute la journée).

Hier matin les grévistes de la rue de Grétry se réunissaient en assemblée générale au siège du Crédit Lyonnais. Le but de celle-ci était de se prononcer et de discuter la proposition éventuelle de s'engager dans des grèves de 24 heures reconductibles. Une des conditions pour la mise en application de cette décision était qu'un nombre important d'employés soit en grève. Force sera de constater qu'une minorité seulement était là sur 300 personnes. Dans ces conditions il n'était pas question

évidemment de passer à une étape supérieure dans la lutte. Au bout de trois semaines pendant lesquelles se sont succédés débrayages et jours entiers de grève, la relative stagnation du mouvement oblige les grévistes à tirer un premier bilan. Les discussions ont commencé d'ailleurs dès hier matin. Pour certains, la décision d'actions dures (blocage des points névralgiques) aurait dû être prise au début, ce qui aurait permis de créer une dynamique, d'autres expliquent les choses d'une autre façon : une mobilisation insuffisante a été faite avant le déclenchement du mouvement. Le débat engagé hier matin va se poursuivre jusqu'à jeudi, jour où doit avoir lieu à nouveau une grève de 24 heures, à l'appel des trois organisations syndicales CGT, CFDT, FO.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Un film contre le programme nucléaire d'EDF

Nucléaire, danger immédiat

Aujourd'hui sort à Paris le film «Nucléaire, Danger immédiat» de Serge Poljinski et du Collectif Grain de Sable. Sortie particulièrement bien venue à l'entrée de cet été de luttes et de rassemblements contre le programme nucléaire de la bourgeoisie. Rendu possible grâce à une vaste souscription populaire, le tournage a commencé il y a un an lors du village où manifestants et paysans s'étaient heurtés à un impressionnant déploiement policier. Avec Malville, le sujet principal du film est la lutte des paysans de Braud-et-St Louis (Gironde).

Le secret dont EDF s'en-toure, les manœuvres de la SAFER (organisme censé aider les agriculteurs) qui achète des terres pour le compte de l'EDF, les dangers du programme nucléaire de la bourgeoisie sont dénoncés par les paysans au cours des discussions qui préparent leur procès : 12

paysans et trois militants anti-nucléaires ont été inculpés après des manifestations où des pylones ont été détruits.

Loin d'être une «fiche technique», le film choisit donc d'aborder le problème du nucléaire en se plaçant au cœur de la lutte. C'est aussi dans cette optique que sont filmées des interventions de scientifiques. On peut regretter que la position des partis de l'union de la gauche ne soit pas abordée. Néanmoins, l'absence de ces partis dans les luttes présentées est à elle seule très significative.

Pour disposer du film, contacter : Le Collectif Grain de Sable, 52 avenue de Clichy, 75 018 Paris. Tel : 522.23.30 (location : 500 F)

* Cinémas : Palais des Arts et Saint-Séverin (Paris)

Procès du gang lyonnais : Perpétuité requise contre Monmon et Christo

Dans son réquisitoire, l'avocat général Bonnefoy des Aulnays a pudiquement laissé de côté les révélations des accusés sur les services rendus au SAC et aux patrons pour briser les grèves, faire des filatures... Il s'est attaché en s'appuyant sur quelques maigres preuves à prouver la participation du gang dans deux hold-up et l'association de malfaiteurs. Contre les deux chefs du gang Vidal et Gandebeuf, il a requis la réclusion criminelle à perpétuité et contre les dix autres des peines s'échelonnant de quelques années à 20 ans de réclusion criminelle. C'est donc un réquisitoire sévère qui a été prononcé, si l'on s'en tient aux seules preuves matérielles de la culpabilité du gang, mais logique si l'on tient compte des méfaits réellement commis. Mais dans ce cas, la justice ne devrait pas s'arrêter à Vidal mais s'en prendre à ceux pour qui il travaillait. Inutile de dire qu'on n'ira pas jusque là.

Tour de France 4^e étape Vitoria - Seignosse (241 km)

Il a fallu attendre les derniers 25 km de l'étape pour voir la course s'animer. Six coureurs se sont échappés pour terminer à Seignosse avec 3'51" d'avance sur le peloton.

Classement de l'étape : 1- Delepine (Fran.). 2- De Cauwer (Belg.). 3- Catelleti (Ital).

La longueur des étapes, aujourd'hui 241 kilomètres, explique peut-être la monotonie qui se dégage du tour 77.

Pas de changement pour les premiers du classement général.

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE A BESOIN DE 10 MILLIONS AVANT LE 14 JUILLET

La nouvelle politique immobilière de la ville de Paris

LA DÉMAGOGIE EN PLUS

Paris en 25 ans s'est vidé d'environ du tiers de ses habitants. De recensement en recensement on constate que la population y est de plus en plus âgée et de plus en plus bourgeoise. Les arrondissements du centre sont déjà, mis à part le Marais, presque déserts, abritant uniquement monuments et bureaux, mais très peu de logements. La poursuite de cette évolution signifierait à

court terme l'expulsion totale de Paris des couches populaires, une désertification du centre et une ceinture de résidences de luxe à la périphérie. Le nouveau conseil de Paris qui rassemble à peu près les mêmes hommes que les précédents a décidé d'infléchir légèrement cette politique afin de freiner l'hémorragie, et éviter que Paris devienne une ville déserte et exclusivement bourgeoise.

Au dernier conseil, les conseillers municipaux RPR, PR et centristes ont adopté le projet de Chirac de vendre des appartements de luxe pour financer la construction de logements sociaux. 2 000 logements sociaux vont être immédiatement mis en chantier, l'objectif annoncé par Chirac est de 10 000 logements sociaux en 10 ans. Ces logements doivent être construits sur des terrains achetés à la SNCF, le prix du terrain y est relativement moins cher. Pour financer cette opération : 598 appartements et 282 chambres appartenant à la Ville de Paris, situés dans des immeubles de luxe, Boulevard Suchet (16^e arrondissement), vont être vendus aux enchères. Leur vente couvrira les annuités d'un emprunt de 150 millions. Vendre des appartements de luxe pour financer des logements sociaux, l'opération a un aspect «social» qui rentre tout à fait dans la propagande démagogique chiraquienne.

DES LOGEMENTS SOCIAUX INTERDITS AUX OUVRIERES

Mais s'il est certain que les appartements vendus sont des appartements de luxe, ceux qui doivent être construits seront loin d'être des logements sociaux. Même s'ils sont construits par l'office de HLM, leur prix de vente ou leur loyer les

mettront hors de portée des couches les plus exploitées. A Paris, plus nettement encore que dans les autres villes, les HLM ont, pour la plupart, des loyers et des charges tels qu'ils ne sont accessibles qu'à la partie aisée de la petite bourgeoisie et aux couches les mieux payées de la classe ouvrière et des employés. L'opération chiraquienne va donc permettre de fixer à Paris des cadres moyens, une partie de la petite bourgeoisie qui étaient menacés par la flambée des prix des appartements et la démolition des vieux immeubles. Mais en ce qui concerne les ouvriers, les petits employés, les retraités sans ressources qui demeurent encore dans les vieux logements de la capitale, leur expulsion de Paris va se poursuivre comme avant, car ils ne pourront pas accéder aux nouveaux logements sociaux.

LE CONSEIL DE PARIS VEUT VIDER LE MARAIS DE SES HABITANTS

Le caractère démagogique de l'opération chiraquienne apparaît clairement quant on voit ce qui se passe dans le Marais, dernier quartier du centre à être encore habité par des travailleurs. Luttant contre les diverses opérations de rénovation qui auraient abouti à leur expulsion, les comités ont élaboré un projet de réfection légère



25 ans d'expulsion des couches populaires de Paris.

de leurs appartements qui permet à la fois de remettre en état leurs immeubles, tout en assurant leur maintien dans les lieux. Leur projet présenté au Conseil de Paris a été repoussé et les conseillers de droite ont voté un plan de rénovation qui aboutit à leur expulsion du quartier, et à la construction de logements de luxe,

ou au mieux de HLM dont les loyers leur seront inabordable.

Plus démagogiques que les précédents, la politique du logement de Chirac reste donc tout autant anti-populaire.

Serge LIVET

Pontoise (Val d'Oise)

UNE JEUNE FILLE INCULPÉE D'INFANTICIDE SANS AUCUNE PREUVE

Le 7 juillet 1976, on sonne à la porte de l'appartement des parents de Fabienne R. Deux inspecteurs de la police judiciaire sont sur le palier. Un nourrisson a été retrouvé noyé dans l'Oise quelques jours auparavant. D'après une rumeur qui court, la mère serait une certaine Fabienne. Fabienne R., totalement abasourdie par l'accusation qui lui est portée, essaie de convaincre les deux policiers de sa bonne foi.

L'affaire semble close. Pourtant, le 21 avril 1977, Fabienne R. reçoit de la part du docteur Solange Troisier, gynécologue et médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire, une

convocation pour expertise. La justice demande à Fabienne de subir un examen qui déterminera si elle a accouché en juin 76 et si sa constitution physique permet de dissimuler une grossesse. M^e Wasyf, avocat, fait savoir au juge d'instruction, M. Claude Hermet, que sur son conseil Fabienne, atteinte dans sa liberté, ne se rendra pas à la convocation. Le 25 mai, lors d'un entretien avec Fabienne, le juge Hermet insiste à nouveau pour que Fabienne subisse une expertise. La jeune fille refuse. Le 1^{er} juin, elle sera accusée d'infanticide.

Décision on ne peut plus surprenante, puisque le juge n'a aucune preuve tangible

contre Fabienne.

Une simple lettre trouvée dans un couloir du lycée que fréquente Fabienne suffit au juge Hermet pour inculper celle-ci. Cette lettre trouvée en octobre 1975, adressée à une certaine Fabienne parle notamment d'infanticide.

Parce que la jeune fille s'appelle également Fabienne et qu'elle est la plus âgée de la classe de terminale qu'elle fréquente à l'époque, les soupçons se portent immédiatement sur elle. Fabienne R., tous ces derniers mois, a subi des pressions de toutes parts. Tant de la justice que de la direction du lycée par l'intermédiaire de la directrice qui, très «martennelle» demandait à la

jeune fille de lui «confier» ses problèmes. Pour le juge Hermet, la seule solution pour parvenir à imposer à Fabienne un examen gynécologique, c'était de l'inculper. Le procureur de la république Brun, qui a requis l'inculpation lui a ouvert le chemin.

Aucun examen gynécologique ne peut prouver si cette femme a interrompu sa grossesse ou si elle a eu un enfant. L'entêtement de la justice dans cette affaire n'a pas pour fonction de faire la vérité, mais d'exercer un pouvoir répressif sur une jeune fille et sa famille et faire la preuve qu'il n'y a pas de résistance possible à ce pouvoir absolu.

INTERNATIONAL

Pakistan

COUP D'ETAT MILITAIRE, CHUTE DE BHUTTO

Un coup d'Etat militaire a eu lieu hier au Pakistan, renversant le premier ministre Bhutto. Bhutto lui-même ainsi que les dirigeants de l'opposition, a été mis en résidence surveillée.

Bhutto était arrivé au pouvoir en 1971, dans des circonstances difficiles, après la sécession du Bangladesh qui avait causé le départ du président Yahya Khan. L'ancien premier ministre avait tenté de mener une politique de nationalisation et de réforme agraire, qui avait entraîné contre lui une forte opposition des fédéraux et de certaines fractions de la bourgeoisie. D'autre part, l'achèvement de ces réformes avait eu pour conséquence un mécontentement grandissant des masses dont les conditions de vie ne s'étaient pas améliorées. C'est dans ces conditions que la coalition de l'opposi-



tion l'«Alliance Nationale Pakistanaise» a pu, sur un programme peu cohérent comprenant des revendications d'orthodoxie religieuse, s'appuyer sur le mécontentement populaire. Le mouvement de révolte qui a abouti au coup

d'Etat a commencé après les élections législatives de mars. L'opposition, qui les avaient perdues, accusait Bhutto de les avoir truquées. L'Alliance Nationale Pakistanaise lança une campagne d'agitation, lançant un mouvement de grève des

impôts et de désobéissance civile. Les manifestations contre le gouvernement se multipliaient. Dans un premier temps, Bhutto décréta la loi martiale et fait emprisonner tous les dirigeants de l'opposition. Devant la persistance du mouvement, Bhutto avait engagé des négociations. Bhutto a pris des mesures revendiquées par l'opposition (prohibition des jeux et de vente d'alcool) et a proposé de nouvelles élections à l'automne. Après de longues négociations, le premier ministre était parvenu à un accord avec l'opposition à la fin de la semaine. Mais cet accord vient d'être remis en cause par l'opposition. Il est probable que c'est ce nouveau rebondissement de la crise, au moment même où elle semblait résolue, qui a provoqué l'intervention de l'armée.

J.P. CHAMPAGNY

URSS

Inculpation de Guinzbourg

Alors même que se tient la conférence de Belgrade, la répression s'accroît. Guinzbourg, membre du comité de surveillance de l'application des accords d'Helsinki a été officiellement inculpé de «propagande anti-soviétique» et risque donc sept ans de prison plus cinq ans d'internement. Guinzbourg était en même temps chargé de gérer les fonds pour les familles des emprisonnés venant des droits d'auteur des dissidents réfugiés à l'étranger. Il avait déjà été jugé et emprisonné pendant quatre ans de 1968 à 1972, le KGB l'accusant de «trafic de devises» et d'appartenance au N.T.S. (organisation tsariste).

C'est à nouveau une provocation que la police de Brejnev a monté contre lui pour l'arrêter à nouveau en février dernier : le KGB s'était servi d'un dissident «repentant», Pétrov-Agatov qui accusait Guinzbourg de trafic de devises. Guinzbourg avait été arrêté et emprisonné à la prison de Kalouga à 200 km de Moscou et aura donc attendu cinq mois son

inculpation officielle. En même temps qu'ils inculpaient Guinzbourg, le régime de Brejnev arrêtait avant-hier Valentin Turchin, fondateur de la section de Moscou d'Amnesty International.

Après la condamnation à des peines de plusieurs années de camp des membres du groupe ukrainien de surveillance des accords d'Helsinki, c'est à une vague de répression généralisée que les opposants au régime de Brejnev doivent faire face. Les opposants s'étaient emparés des clauses des accords d'Helsinki sur les droits de l'homme pour faire campagne contre la répression fasciste. Aujourd'hui, alors que Carter se sert de ce point contre l'URSS et que Brejnev bloque la conférence de Belgrade pour éliminer les droits de l'homme de l'ordre du jour, le régime fasciste soviétique accélère la répression pour étouffer la voix des opposants. Mais à chaque nouvelle arrestation, Brejnev dévoile davantage la nature de son régime et ne peut empêcher la solidarité avec les résistants de se développer.

URSS : Message des USA censuré

L'URSS a censuré puis interdit un discours de l'ambassadeur américain à la télévision soviétique. C'était presque devenu une tradition que l'ambassadeur adresse un message au peuple soviétique à l'occasion du 4 juillet, fête de l'indépendance des USA. Le gouvernement soviétique a voulu cette année censurer une citation de Carter sur les droits de l'homme. Comme l'ambassadeur a refusé cette censure, son discours a été interdit.

Sud - Liban

Agression sioniste et préparatifs de guerre

Samedi, dès le matin, une agression des forces fascistes appuyées et encadrées par les sionistes, a été dirigée contre le village libanais de Yarine. Les fascistes ont investi le village avec 8 blindés équipés de canons et de mitrailleuses, sous le couvert d'un tir de barrage d'artillerie effectué depuis un kibboutz frontalier. Les forces palestiniennes et patriotiques ont opéré une contre-offensive dans l'après-midi. Pendant toute la durée des affrontements, les patrouilles sionistes motorisées ont sillonné la ligne de démarcation, tandis que deux appareils de l'armée

de l'air d'Israël survolaient la zone des combats.

L'attaque de Yarine est la première opération d'envergure des forces fascistes et sionistes combinées depuis longtemps. En prenant le contrôle de villages, en construisant des routes en territoire libanais, les sionistes continuent leur implantation dans la zone frontalière qui est peut-être le prélude à une guerre-éclair contre le Liban. Hier, on apprenait que la force de paix arabe se dirigeait vers le Sud où les affrontements d'artillerie n'ont pas cessé depuis samedi.

Espagne : Suarez forme son cabinet

Suarez a formé son nouveau cabinet lundi. Outre des «personnalités», il est composé en majorité de membres de son parti l'«Union du Centre». Cela ne l'empêchera pas d'obtenir un certain soutien du P.S.O.E. qu'il s'est engagé à consulter régulièrement. 6 ministres de l'ancien gouvernement restent : 3 d'entre eux (affaires politiques, armée et affaires économiques) seront vice-présidents. 3 autres (affaires étrangères, justice et intérieur) conservent leurs portefeuilles respectifs. Cabanillas, ancien ministre de l'Information. D'autre part un ministère des régions est créé, ce qui est significatif de la volonté de Suarez de tenter d'apaiser les revendications des nationalités : c'est ainsi qu'un projet d'autonomie relative pour la Catalogne a été élaboré.

Suarez a annoncé que son gouvernement s'attaquerait à des réformes économiques et sociales parmi lesquelles une réforme fiscale. Alors que l'inflation atteint 30%, Suarez va essayer, grâce au consensus relatif issu des élections, de faire accepter son plan de crise aux travailleurs espagnols.

Visite à Paris du président du Nord-Yemen

El Hamdi, président du Nord-Yemen est en visite officielle en France de lundi à mercredi. La semaine dernière, le chef d'état-major de ce pays était venu visiter des usines d'armement en vue d'acheter des armes à la France. En effet, le Nord-Yemen ne reçoit plus de pièces de rechange de l'URSS qui lui avait fourni son armement. D'autre part, El Hamdi discutera probablement avec Giscard de la sécurité dans la mer Rouge, le Nord-Yemen étant particulièrement inquiet de la pénétration soviétique dans la région particulièrement en Éthiopie.

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE Kaunda (Zambie) : pour le soutien au Front Patriotique du Zimbabwe

Dans son intervention au sommet de l'OUA, Kaunda, président de la Zambie, un des pays de première ligne qui soutiennent la lutte du Zimbabwe, a réaffirmé que la libération du Zimbabwe ne pourrait se faire que par la lutte armée. Il a pris position pour la reconnaissance exclusive du Front Patriotique qui est à l'ordre du jour du sommet et pour l'unité totale du mouvement de libération : «Il serait suicidaire d'autoriser l'existence de plus d'une seule armée de libération», a-t-il déclaré.

Dini (Djibouti) : pour le non-alignement

Ahmed Dini, qui dirige la délégation de Djibouti à l'OUA a déclaré que son pays adopterait une position de «non-alignement et de neutralisme positif» et qu'il souhaitait être maintenu «en dehors des querelles de la région».

D'autre part dans une interview accordée à un journal gabonais, Dini a souligné que la présence militaire à Djibouti était provisoire et qu'elle pourrait cesser dès que le gouvernement de la République de Djibouti le souhaiterait.

Italie : le PCI signe l'accord de soutien au gouvernement

Le programme de gouvernement élaboré la semaine dernière par les partis de l'«arc constitutionnel», dont le parti de Berlinguer, a été signé lundi par les secrétaires généraux et les chefs de groupes parlementaires de ces partis. Alors qu'une partie de la démocratie chrétienne regrette que le PCI ait été pour la première fois officiellement associé par ces consultations, le président de la D.C., Aldo Moro a déclaré : «La D.C. est resté fidèle à elle-même. Dans une situation difficile, elle a fait et ne pouvait faire que son devoir».

De son côté, Berlinguer a justifié le fait que son parti ait accepté de signer cet accord sans obtenir la participation au gouvernement : «Il s'agit d'une contradiction que nous ne pouvons ignorer. Nous avons choisi de conclure cet accord-programme. C'est une voie qui nous laisse libres de dénoncer les contradictions internes de la D.C. et de travailler à les surmonter».

ITALIE : LA POLICE TIRE ET ACHEVE UN BLESSE DANS LA RUE

Au cours d'un affrontement armé avec des membres du groupe anarchiste «Noyaux armés prolétariens» la police italienne a grièvement blessé par deux rafales de mitraillette Antonio Lo Muscio, dirigeant du grou-

pe, puis l'a froidement achevé de deux coups de revolver. Le policier coupable de cette exécution a été immédiatement promu et décoré. Telle est la police que le parti de Berlinguer défend !

LA GAUCHE ET LE SYNDICALISME AGRICOLE 2

LE MODEF

Par Bernard PELO

Pour les partis du Programme Commun, la course électorale se joue de façon déterminante dans les campagnes, car une voix de paysan du Gers, par exemple, vaut pour être un député cinq fois plus celle d'un ouvrier de St-Denis, du fait du découpage électoral.

Le PCF prépare soigneusement les élections et organise grâce à ses cellules rurales (il en revendique 6 000) et au MODEF, l'encadrement de la paysannerie. Avec l'arrivée des gaullistes au pouvoir, le PCF a subi un très important recul électoral à la campagne. Aussi en 1959, grâce aux fonds du milliardaire «rouge», Doumeng, était constitué un rassemblement des mécontents, le MODEF (Mouvement de Défense des Exploitants Familiaux). Cette création faisait suite à l'échec partiel du noyautage des FDSEA tenté par les militants du PCF. Aujourd'hui ce «front des mécontents» a progressé de façon évidente, dans 64 départements. Un tiers des agriculteurs vote pour un candidat MODEF à la Chambre d'agriculture.

Pendant 10 ans, le MODEF s'est cantonné dans la critique de l'action gouvernementale et a fonctionné à côté de la F.N.S.E.A., ses militants ayant les deux cartes.

La loi d'orientation de 1960 et 1962 qui définit l'orientation de l'agriculture et confirme la politique d'élimination rapide de la petite paysannerie, est considérée par le MODEF comme le projet à combattre en priorité. Cela le conduit à avoir une attitude foncièrement conservatrice, refusant toute évolution des forces productives à la campagne, pensant assurer ainsi la défense de la petite propriété familiale.

Cependant, le PCF qui en fait est derrière la direction du MODEF, est mal à l'aise dans cette contradiction qui ne cadre pas avec un développement poussé des forces productives tel qu'il le conçoit dans son projet de capitalisme d'État. Pour tenter d'infléchir l'orientation du MODEF, à la suite des journées consacrées au travail du «Parti» à la campagne, à Aubervilliers, en novembre 1964, puis à Montreuil 4 ans plus tard, plusieurs aspects de la politique agricole proposée par la bourgeoisie au pouvoir ont été acceptés. En particulier l'Indemnité Viagère de Départ destinée à accélérer la mise à la retraite des paysans âgés, ainsi que les Sociétés d'Aménagement foncier (SAFER) et l'Agriculture de groupe (GAEC, CUMA, etc.). Cependant le MODEF reste résolument hostile au Marché Commun Agricole. A ce propos l'évolution récente du PCF entraîne-t-elle celle du MODEF ?

A l'approche de 78, avec la perspective de la participation au pouvoir du PC le MODEF s'est constitué en syndicat pour

pouvoir participer aux négociations futures, en interlocuteur reconnu. Mais la contradiction dans laquelle se trouve le MODEF n'est toujours pas résolue. L'ancien directeur de *La Terre* journal paysan du PCF, Fernand Claveaud reconnaissait que «l'exploitation individuelle, surtout si elle est trop petite, ne permet pas d'utiliser rationnellement les machines modernes au même titre que les grandes entreprises». Il admet donc que les concentrations doivent se faire, que des petits paysans doivent partir. Conscient de la nécessité pour son parti d'utiliser le MODEF comme arme de pénétration à la campagne, Waldeck-Rochet aux journées d'Aubervilliers avait l'impudence de déclarer : «Dans le cadre du régime de démocratie véritable que nous voulons établir, non seulement les coopératives de production peuvent renforcer l'efficacité de l'exploitation familiale, mais en même temps elles peuvent constituer le point de départ d'une agriculture moderne sous la forme non capitaliste et, par la même, favoriser ultérieurement le passage du capitalisme au socialisme...»

Confronté au projet de capitalisme d'État proposé par le PCF, cette déclaration reflète toute la volonté d'abuser les paysans en utilisant leurs aspirations à changer une société qui les opprime. Aujourd'hui, pour le PCF, dans la renégociation du Programme Commun la partie agricole est un élément important à renforcer. André Lajoine membre du bureau politique du PCF, directeur de *La Terre*, proposa de «renforcer et enrichir le chapitre agricole du Programme Commun». Face aux hésitations de Mitterrand qui se contente d'un programme auquel un parti de la bourgeoisie somme toute s'est résignée, le PCF veut montrer qu'il est un meilleur défenseur de l'agriculture.



Le MODEF entretient l'illusion que la petite propriété paysanne peut se perpétuer face au développement du capitalisme dans l'agriculture. C'est une base d'appui de la politique électorale du PCF à la campagne.

LES ESCROQUERIES DE MARCHAIS

Dans sa déclaration aux journalistes agricoles, il y a quelques jours, Marchais attaque bien un peu «la petite frange de grands exploitants», cela lui permet de faire l'économie d'une analyse de classe à la campagne. Cela lui évite en particulier de se prononcer sur les paysans modernisés, qui se développent en capitalisant très vite, grâce à l'appui du Crédit Agricole, et qui écrasent leurs voisins trop faibles pour leur résister.

Le Crédit Agricole d'ailleurs, lui semble l'institution la plus représentative de son idée de «socialisme» à la campagne, il suffit de la démocratiser un peu ! Alors qu'en fait c'est l'instrument qui organise directement la destruction de la petite paysannerie et favorise le développement exclusif de l'agriculture compétitive. Pour Marchais lorsqu'il parle de freiner l'exode c'est pour «assurer la présence humaine dans les zones rurales». Autrement dit, conserver un nombre suffisant de jardiniers de la nature qui, improductifs du point de vue du capitalisme agraire, assurent cependant le décor champêtre nécessaire aux citadins en vacances. Pour arriver à cela deux propositions essentielles tout d'abord : augmenter la consommation «pour améliorer le cadre de vie», cela étant permis par un revenu amélioré, par une politique de prix garantis.

Observons que cela conduit à perpétuer la rente de situation pour les producteurs les mieux placés sans sauver les autres de la faillite. Le niveau des prix fixé permettra très précisément de choisir la catégorie d'agriculteurs à conserver ou à éliminer. C'est sans doute cela la planification dans le système du capitalisme d'État.

L'État d'ailleurs, suivant les propositions de Marchais, doit intervenir partout, en multipliant les organismes et offices para-agricoles, on dirait mieux para-sitaires ! Le développement de cette bourgeoisie d'État, a pour prétention «d'instaurer de nouvelles relations entre l'agriculteur et les industries fournisseuses et transformatrices» qui auront pour objet «de faire disparaître les rapports d'exploitation et de domination que subissent les producteurs agricoles, de leur substituer des relations de collaboration et de coopération», sous-entendu rendre le système capitaliste, aimable aux paysans exploités, sans entamer les profits des firmes capitalistes.

Marchais et son parti renforcent ainsi l'idée qu'il suffit de s'entendre entre petits entrepreneurs indépendants, travaillant sur une exploitation agricole, et firmes multinationales produisant le matériel agricole et achetant les produits. Cette idéologie de la libre-entreprise, avec arbitrage de l'État, atteint les sommets dans le reniement des principes de la transformation de la société par le socialisme, lorsque Marchais assure : «le développement de l'agriculture sera fondé sur le respect et la consolidation de la propriété paysanne». (*La Terre* 22 et 29 juin 77). La justification de cette proposition est qu'elle est une réalité née de notre histoire. Alors que cette histoire est celle d'un peuple qui a lutté longuement pour conserver des terres collectives face aux bourgeois villageois qui pouvaient racheter les biens communaux ou ceux confisqués à la noblesse et au clergé par la Révolution de 89. Et au siècle dernier encore, des paysans armés luttèrent contre les gardes des propriétaires fonciers qui menaçaient les pacages (Guerre des Demoiselles en Ariège). Enfin plus grave encore, c'est «reconnaître» les réalités de la société d'aujourd'hui que d'entretenir l'illusion que la petite propriété paysanne peut se perpétuer face au développement du capitalisme en agriculture.

Chaque fois que le capitalisme peut s'affranchir des contraintes naturelles liées à la spécificité de la production agricole, il englobe le secteur concerné, et élimine le système de production antérieure. De quel poids pèsent les petits producteurs de porcs face aux élevages industriels qui assurent 90% de la production ? Tant qu'un secteur est inégalement développé, le plus gros producteur a intérêt à maintenir de petits producteurs traditionnels sur qui les prix sont alignés car cela lui assure une rente importante, mais dès que les entrepreneurs capitalistes maîtrisent un processus de production, le plus petit producteur est éliminé.

Tout cela les gens du PCF le savent, mais afin d'obtenir le maximum de voix aux élections, le recours à la démagogie est chez eux, systématique. On peut examiner chaque problème se posant aux paysans, le PCF y apporte toujours la réponse la plus démagogique, tout en se préparant s'il vient au pouvoir, à appliquer une autre politique, que la multiplication de ses agents dans des organismes parasites devra permettre d'imposer.

Cependant la fragilité de cette politique est grande et il n'est pas du tout certain que les paysans s'y laissent prendre.



Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël 51^e épisode

— Il y a cinq mois que je suis là, reprit Lucien. J'ai été à ton poste, à d'autres. Et j'ai compris le système. Que tu partes ou que tu restes, ce que je veux te dire te servira. Trois jours, un mois, peu importe. Ne sois pas humble. Ici, l'humilité est un aveu. Un peu d'insolence mettra les autres à l'aise. Les chefs sont des aboyeurs. Ne leur ôte pas ce plaisir. N'en fais pas trop. Fais-le comme un bon outil, tu n'es pas autre chose. Ne cherche jamais à comprendre ce que tu fais. Ne demande pas à quoi sert ceci ou cela. Tu n'es pas là pour comprendre, mais pour faire des gestes. Quand tu auras pris la cadence, tu deviendras une mécanique bien réglée qui ne verra pas plus loin que le bout de la chaîne. Tu seras classée bonne ouvrière et augmentée de trois francs de l'heure.

— Je n'ai pas l'intention de rester, dis-je en levant la tête.

Nous étions sur le boulevard Masséna. Je cherchais au deuxième étage les carreaux de l'atelier.

— Il est moins dix, pressons-nous.

Nous bûmes en silence et rapidement. Lucien paya. En sortant, il me demanda :

— Tu as des nouvelles ?

— J'en ai eu la semaine dernière.

— Ne donne jamais mon adresse. C'est l'heure, pressons-nous.

J'entendis la sonnerie alors que je m'engageais dans l'escalier.

La chaîne est un grand boa qui se déroule le long des murs. Une immense bouche vomit les carrosseries de l'atelier de peinture, étuve située à l'étage au-dessus qui, par un ascenseur, déverse sept voitures à l'heure. A sa descente, la voiture est habillée de tissu plastique, et, sur le parcours de son lent voyage, successivement parée des phares d'abord, des snapons, du rétroviseur, pare-soleil, tableau de bord, glaces, sièges, portières, serrures.

Gilles me vit quand je passai devant le bureau des chefs. Je le vis aussi, nos regards se croisèrent. Mon retard devait le mécontenter. Et je repris ma plaque, mon crayon et mon contrôle.

Un accord de Mozart surgit de ma mémoire. Lucien l'avait tant rabâché quand il revenait du collège que je l'avais retenu. Mon fredonnement se perdait dans le bruit de la chaîne. J'aurais voulu connaître la symphonie entière pour la soupirer comme une flûte dans le grondement des machines.

Mustapha passa la tête dans l'ouverture arrière.

— Le chrono, le chrono, attention !

Le chrono était là. C'était un homme en blouse grise auprès duquel se tenait le chef d'atelier, chapeau sur la tête selon son habitude. Le chrono avait un gros cahier, deux crayons dans la main et, bien entendu, un énorme chronomètre qu'il tenait dans sa paume ouverte.

Il se planta à mon côté et m'observa. Je m'efforçai de travailler lentement, mais malgré moi, certains de mes gestes étaient vifs, mes doigts bien dressés allaient droit au but. Je traînai en vérifiant le tableau de bord. J'essayai de perdre des secondes. Mais c'était pure naïveté. Le chrono devinait et le chrono ne regardait pas combien de minutes demandait un travail, mais déterminait lui-même un temps à chacun des gestes de l'ouvrier. Son passage était le signal d'un proche changement. Il rangeait son horloge quand Mustapha s'approcha.

18 SUJETS

Programme télé MERCREDI 6 JUILLET

TF 1

17 h 30 - Spécial vacances jeunes
19 h 00 - Graine d'ortie
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Tour de France
20 h 00 - TF 1 Actualités
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête, *les plumes noires*
22 h 00 - Des idées et des hommes, *Blaise Pascal*
22 h 55 - TF 1 Actualités

A 2

18 h 35 - Vacances avec Mathilda
18 h 45 - Flash Informations
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - Détours de France
20 h 00 - Le Journal
20 h 30 - Joe Forrester
21 h 35 - Question de temps
23 h 00 - Les nouvelles

FR 3

19 h 05 - une façon de vivre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune Libre, *le mouvement démocrate socialiste de France*
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Le retour du héros
21 h 45 - FR 3 actualités

je souscris pour
les 10 millions
dès aujourd'hui
... F

PAR CCP - CHÈQUE BANCAIRE - VIREMENT -
MANDAT :
QUOTIDIEN DU PEUPLE. CRÉDIT LYONNAIS
AGENCE 24 470 - Compte 7713 J

ABONNEZ-VOUS
AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom
Prénom
Adresse

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois)

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Manifeste pour le Socialisme 8 F + 2 F de port

le n° 4.5.6 est paru

N° 4-5-6 10 F

LUTTE SANTÉ SECURITE

TRAVAUX DES PREMIÈRES ASSISES NATIONALES
CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET LES
MALADIES PROFESSIONNELLES - JUIN 1977



Travaux des premières Assises Nationales
contre la Pollution Industrielle et les
Maladies Professionnelles. Juin 1977

Lutte Santé Sécurité, revue du Comité de Liaison et
d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail
(CLISACT) vient de paraître.

Au sommaire, les travaux des Assises contre la
pollution industrielle et les maladies professionnelles.

Toutes les commandes et les règlements (chèques à
l'ordre du CLISACT) sont à envoyer directement au
CLISACT :

Le numéro spécial 10 F (+ 2 F de port)
CLISACT - 56 RUE DES GUIPONS
94 800 VILLEJUIF

TÉLÉPHONEZ



AU
QUOTIDIEN

636.73.76.

DE 13 H A 18 H 30

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

MARSEILLE-CASSIS

des plages poubelles...
ouvertes à tous

Interview recueillie par Robert RIVIERE

Le 15 juin le ministère de la Culture et l'Environnement ainsi que celui de la Santé et de la Sécurité annonçaient qu'ils avaient procédé à une étude de la salubrité des plages françaises, étude qu'ils se gardaient bien par ailleurs de rendre publique pour ne pas faire baisser la fréquentation touristique des stations. Le littoral méditerranéen « en cette saison, est particulièrement menacé par la pollution, les industries continuent à déverser leurs effluents toxiques dans les rivières ou dans la Méditerranée. La zone Marseille-Cassis, est de ce point de vue, une zone

«rouge» de la pollution, une zone dont ni d'Ornano, ni Defferre, ne tiennent à ce que trop de choses soient révélées sur les bouillons de culture qui sous les jolis noms de Prado, Cortiou, s'offrent à la baignade des colonies de vacances...

Nous avons interviewé les Amis de la Terre de Marseille qui viennent de publier un dossier très fourni sur la réalité de la pollution de ces plages.

— QdP : Certaines plages sont classées en «eaux momentanément de mauvaise qualité» alors que dans le dossier que vous publiez elles devraient être interdites une partie de l'année et même, pour la plage du Prado, pour toute l'année. Comment expliquez-vous ces appréciations différentes ?

— AdT : Les responsables se refusent à donner les sources d'information.

Scientifiquement, il y a plusieurs pollutions : la saleté, les hydrocarbures, d'autres pollutions chimiques, et bactériennes. La campagne lancée par le Ministère de la Culture et de l'Environnement ne fait référence à aucun critère scientifique ; le but est de rassurer l'opinion et d'assurer la saison des hôteliers.

— QdP : Pourquoi les plages du Prado et de la Pointe rouge sont-elles classées de mauvaise qualité et celles des Catalans en «eaux de bonne qualité» alors qu'elles sont à côté l'une de l'autre ?

— AdT : Une première remarque : la plage des Catalans est une plage privée payante. Mais cela n'est pas une explication suffisante. Nous ne voyons pas pourquoi cette plage serait plus propre, alors qu'elle est plus proche du centre-ville que celle du Prado et qu'en plus, à la sortie du port, il y a une digue.

Le Prado, qui est absolument dégueulasse, devient acceptable en étant classé dans les «eaux momentanément de mauvaise qualité» ! Où sont les plages classées en «eaux de mauvaise qualité» ? Elles doivent être directement situées à la sortie d'une bouche d'égout ! Autrement on ne voit pas.

LES MENSONGES
DE LA PRESSE LOCALE

La Prado et la Pointe-Rouge sont dans «les eaux de mauvaise qualité». Mais voici ce qu'écrit *Le Soir*, journal de Defferre : «Deux plages marseillaises apparaissent mal placées dans ce classement. Grâce au détournement des eaux de l'Huveaune (rivière archi-polluée qui se déverse directement dans la mer — NDLR) et au nouvel aménagement de la plage du Prado, ces espaces de baignade seront classés — dès cet été — dans les eaux de bonne qualité». Le détournement de l'Huveaune qui ira juste se déverser un peu plus loin et non pas directement sur la plage du Prado, n'empêchera pas toutes les saletés de revenir vers la plage. Ainsi on rattrape une information gênante par des affirmations mensongères.

Sur ce sujet, comme sur bien d'autres, *Le Provençal* de Defferre mérite la médaille. Dans son numéro du samedi 4 juin 77, nous lisons : «La nouvelle plage du Prado : ouverture partielle le 1^{er} juillet. Dans une mer purifiée, la nouvelle plage du Prado réalisée de toutes pièces par la ville, accueillera des milliers de baigneurs dans les meilleures conditions».

Aucune plage n'est donc interdite. Pourtant il est bien connu des habitants de Marseille que certains endroits sont tellement pollués que les riverains ne s'y baignent jamais. Beaucoup de Marseillais vont se baigner plus loin, sur la «côte bleue», du côté de Sausset et de Carry. Il n'y a qu'à voir le dimanche soir l'été, les gens sont accrochés par grappes sur les marchepieds des trains qui font ce parcours spécialement.

Ainsi les touristes viennent se baigner à Marseille et les Marseillais essaient d'aller se baigner ailleurs.

UNE DROLE D'EPURATION

— QdP : Pour faire face à toute cette pollution, Defferre et le Préfet ont déclaré que la seule solution c'est l'installation de stations d'épuration. Je crois que là-dessus aussi vous avez un point de vue différent ?

— AdT : Nous avons étudié le dossier des stations d'épuration. Au départ, nous n'étions pas contre, on pensait que la solution passait par les stations d'épuration. Puis on s'est aperçu qu'elles laissaient passer beaucoup de choses. Elles ont une efficacité certaine sur les matières organiques qui ne sont finalement pas trop dangereuses, et quasiment aucune efficacité sur la pollution chimique, les métaux lourds. Ce n'est donc pas la solution idéale. A Marseille, on ne se battra pas pour qu'il n'y en ait pas, parce que l'on pense que c'est mieux que rien. Mais ce qu'il faut, c'est s'attaquer à la pollution à la source. De plus, tout ce qui est germes, virus... qui forment la pollution bactérienne, passe à travers la station.

Il faut ajouter aussi qu'il y a plusieurs modes d'épuration et celle choisie pour Marseille, l'épuration physico-chimique, est la plus polluante pour le milieu marin. Aux autres polluants vont s'ajouter, en grande quantité, de la chaux et du chlorure de fer. Pour le chlorure de fer, c'est Péchiney qui en a le quasi-monopole ; pour la chaux, il y a plusieurs fournisseurs possibles. La logique du réseau d'assainissement de Marseille, c'est de cacher le problème. On a tout regroupé dans un seul gros tuyau que l'on fait déverser le plus loin possible. Quand tu es pris dans cette logique, c'est à dire que ton réseau de plusieurs centaines de kilomètres est fait dans ce sens, pour revenir à des choses astucieuses, coûtant pas cher...etc., il faudrait tout reprendre à zéro avec de petites stations d'épuration. Mais c'est une autre conception tout à fait différente de la ville, une maîtrise de la production industrielle...

UNE VITRINE POUR CACHER
LA MORT DES FONDS MARINS

— AdT : Une plage où l'on peut se baigner n'est pas nécessairement une plage où il y a une vie marine. Or, la baie de Marseille est presque entièrement dégradée et ça s'accroît de plus en plus. Ainsi entre Marseille et la Ciotat, plus de 180 km² de fonds sont dégradés. Comme le précisent les Amis de la Terre dans leur brochure : «De la Ciotat au Frioul, les fonds sont en train de se recouvrir d'une



couche plus ou moins épaisse de sédiments noirâtres et nauséabonds, pauvres en oxygène, ce qui a pour conséquence de perturber la faune et la végétation».

Cette dégradation accélérée a déjà de graves conséquences pour la pêche dans le Golfe de Fos où certaines zones sont interdites à cause d'une trop forte pollution. Mais la bourgeoisie a intérêt à faire disparaître les aspects les plus visibles de cette pollution pour ne pas effrayer les touristes.

Pour cela, un minimum sera fait : les stations d'épuration qui ne stopperont pas la pollution chimique et donc la dégradation des fonds marins. Il s'agit simplement d'améliorer l'aspect, la vitrine qui cache tout le reste. Parce qu'il faut quand même rappeler que, d'après des travaux canadiens, les moules de la Corniche à Marseille renferment jusqu'à 1,9 ppm de PCB (*). Ce qui est un record !

Nous voyons donc que plusieurs plages de Marseille devraient être interdites ; la municipalité refuse de prendre un arrêté d'interdiction. Defferre peut donc dire tout ce qu'il veut sur le manque de crédits, toujours est-il qu'il refuse de prendre cette décision parce qu'il veut rentabiliser la plage du Prado, il veut vendre le Frioul... etc. Seulement, interdire les plages, cela implique de donner des explications sur les causes de la pollution et donc de mobiliser la population contre les industriels pollueurs. On comprend bien que Defferre s'y refuse, car sa politique est exactement le contraire ; en installant une station d'épuration il n'interdit pas aux patrons de polluer, au contraire il les encourage : «Polluez, c'est la commune qui paiera !»

«CONCERTATION» A LA DEFERRERRE

— QdP : Pour tenter de s'en sortir, Defferre reconnaît que les plages sont polluées, mais il accuse le gouvernement de ne pas lui avoir accordé les crédits nécessaires.

— AdT : Ça, Defferre ne le dit pas depuis longtemps. Il y a eu toute une période où, aux critiques sur cette question de

l'épuration des eaux de Marseille, la réponse des officiels de la mairie était de dire «De toutes façons, il fallait choisir entre le métro et la station d'épuration, et le métro c'était plus populaire.» Maintenant que ce sujet devient une préoccupation plus importante, l'argumentation change.

— QdP : Depuis plusieurs mois, sur le front de mer formant le Prado, la municipalité effectue des travaux ; d'énormes quantités de terre sont remuées... Que sont-ils en train de faire ?

— AdT : Ils veulent multiplier la longueur de littoral disponible, donc le nombre de mètres carrés de plage, en construisant des plages en alvéoles. Derrière ces travaux, de l'espace est gagné sur la mer et je ne crois pas qu'il n'y aura que des pins ! Il n'y a qu'à voir les plans : il y aura des boutiques, des restaurants... Il y a donc rentabilisation d'espaces neufs gagnés sur la mer. On comprend donc que si de telles plages étaient interdites ou mal classées en permanence, les investisseurs éventuels se retireraient et le projet de la municipalité échouerait.

Defferre veut faire de Marseille une métropole régionale avec sa Super Croisette, ses hôtels quatre étoiles, son palais des Congrès.

— QdP : Quels sont les moyens que vous avez ou que chacun peut avoir pour informer les gens de l'état réel de ces plages ?

— AdT : Les Marseillais sont déjà assez informés et prennent généralement leurs précautions. Nous devons donc surtout faire un effort pour les touristes et les jeunes qui viennent en colonie dans les quartiers Sud. Ceux que nous avons connus étaient des jeunes de l'Est de la France. Ils sont accueillis tout l'été dans des écoles appartenant à la mairie. Et leur seule promenade de la journée, c'est d'aller se baigner à la plage du Prado ! Ce sont des gosses qui viennent de régions où il n'y a pas la mer et qui sont tout heureux d'y aller chaque jour pendant un mois.